

# GRAND PARIS EXPRESS : LE PROJET DOIT VIVRE !

**REFUSONS L'AUSTÉRITÉ : Nos banlieues ne doivent pas être sacrifiées au nom de l'équilibre budgétaire**



Le gouvernement a annoncé sa décision de ne pas inscrire, dans sa loi de programmation budgétaire 2013-2015, le milliard d'euros prévu comme première tranche de la dotation en capital de la Société du Grand Paris (SGP). Si cette décision était confirmée

par le vote de l'Assemblée Nationale, c'est l'ensemble du projet de métro entre banlieues qui se verrait mis à mal.

**C'est un renoncement budgétaire inacceptable**, risquant de remettre en cause un projet qui, suite aux nombreuses mobilisations, discussions, confrontations et débats, avait fait l'objet d'un accord entre l'État, la Région et l'ensemble des collectivités et des populations concernées, rassemblant toutes tendances politiques de droite à gauche.

**Le projet de métro du Grand Paris Express est un formidable outil au service du développement des banlieues et de toute la région.**

Le développement socio-économique des territoires ne peut se passer de réseaux et de services de transports structurés et efficaces. Ce projet répond de plus aux besoins et à l'impératif de rééquilibrage Est-Ouest de la région Ile-de-France.

Enfin, pour nos territoires, c'est **10 000 emplois** non délocalisables par an, durant toute la durée du projet, auxquels on porte un coup très grave.

**Ce métro répond aussi à une importante revendication de justice et d'égalité de traitement des populations et des territoires dans l'accès aux transports et aux services publics.**

L'ensemble des francilien-ne-s doivent avoir le même droit à la ville : droit aux transports et à la mobilité, droit au logement, droit à emploi,

*« Le métro du Grand Paris Express (...) est déterminant pour l'avenir de nos territoires et de leurs habitants. Parler de métropole, de nouvelle gouvernance, de politique d'aménagement et d'environnement n'a aucun sens sans ce projet concret »*

**Christian Favier,**  
**Sénateur - Président**  
**du Conseil Général du**  
**Val-de-Marne**

droit à l'environnement, accès aux services publics... Un réseau de transports maillé entre banlieues, est indispensable pour concrétiser la lutte contre les injustices territoriales.

Alors que le budget 2013 aurait dû être celui du renouveau, de la relance des projets, du développement économique et territorial, répondant aux besoins et attentes des populations, le gouvernement rogne sur le financement d'infrastructures et de services pourtant nécessaires aux territoires, à leurs habitants et à leurs entreprises.

Les banlieues et leur aménagement ne doivent en aucun cas être sacrifiés au nom de l'austérité. C'est avant même de l'avoir adopté l'application concrète du traité européen actuellement en débat à l'Assemblée Nationale. De tels choix risquent d'aggraver la situation et de plonger le pays dans une récession durable.

Nous pensons au contraire que la relance de l'économie et la lutte contre les précarités territoriales passent notamment par le financement et la mise en œuvre de grands projets d'infrastructures publiques capables de structurer l'aménagement des territoires en conciliant les objectifs économiques, sociaux et environnementaux.

**Le Grand Paris Express est essentiel à l'avenir du territoire et de ses habitants. Le gouvernement doit reconsidérer sa décision et octroyer les crédits nécessaires au financement de ce projet.**

Face à ce mauvais coup, il est nécessaire que nous nous rassemblions et qu'ensemble nous portions l'exigence que le gouvernement revoie sa copie, qu'il respecte les engagements de l'État afin que les Franciliens disposent d'un réseau de transports en commun moderne et répondant à leurs besoins.



**AUX ACTES CITOYENS!**

**JE REJOINS LE PCF**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_